

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 14/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TOTALENERGIES RAFFINAGE FRANCE

Raffinerie de Provence
La Mède BP 90020
13165 CHATEAUNEUF LES MARTIGUES CEDEX
13220 Châteauneuf-Les-Martigues

Références : FR/JPP-D-1470-2024
SPR/1271-2024
Code AIOT : 0006401056

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/10/2024 dans l'établissement TOTALENERGIES RAFFINAGE FRANCE implanté Raffinerie de Provence La Mède BP 90020 13161 Châteauneuf-les-Martigues. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TOTALENERGIES RAFFINAGE FRANCE
- Raffinerie de Provence La Mède BP 90020 13161 Châteauneuf-les-Martigues
- Code AIOT : 0006401056
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La bioraffinerie TERF est située au Sud de l'Etang de Berre, au hameau de La Mède, sur la limite communale entre Châteauneuf-les-Martigues et Martigues. Inaugurée en 1935 pour une capacité de

traitement de 500 000 tonnes, l'ancienne raffinerie de Provence traitait, jusqu'à sa reconversion, de l'ordre de 8 millions de tonnes de pétrole brut par an. Elle est autorisée depuis 2018 à exploiter des installations de bioraffinage de carburants (bio diesel et bio naphtha), ainsi que des GPL, du propane et butane ; de l'AvGas (essence aviation) et de l'AdBlue (additif anti pollution).

Thèmes de l'inspection :

- SGS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Prévention des accidents - Principes généraux de prévention des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
2	Prévention des accidents - Dispositif de conduite	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 53	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'étude remise le 15/10/2024 par l'exploitant permettant d'analyser les causes profondes de certains événements survenus sur site depuis 2019 doit être complétée sous 30 jours (cf point de contrôle n°1) afin de justifier que le plan d'action prévu pour éviter leur reproductibilité soit suffisant.

Les travaux de remplacement des portes donnant accès à la salle de contrôle doivent être finalisés rapidement et les justificatifs de leur réalisation transmis sous 30 jours à l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention des accidents - Principes généraux de prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
Thème(s) : Risques accidentels, Art 47 - Prévention des risques accidentels : dispositions générales
Prescription contrôlée : Article 47 de l'arrêté du 4 octobre 2010 L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation. Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.
Constats : A l'issue d'une inspection réalisée le 12/09/2023, il avait été demandé à l'exploitant de réaliser et de transmettre à la DREAL dans les 3 mois suivant la réception du rapport d'inspection une analyse des causes profondes de tous les événements survenus sur le site depuis 2019 ayant généré la perte de confinement de produits toxiques ou dangereux pour l'environnement au-delà d'une quantité supérieure à 200 kg ou ayant provoqué un incendie, le déclenchement de POI ou le dépassement des seuils de gestion des anomalies en termes de surveillance environnementale. L'objectif de cette étude est d'analyser dans le détail les causes profondes expliquant la survenue de ces événements, de valoriser le REX capitalisé et d'aboutir à un plan d'actions pour éviter leur reproductibilité ; parallèlement il a été demandé à l'exploitant de justifier que les moyens humains et financiers alloués à la sécurité du site étaient maintenus à un niveau satisfaisant ces dernières années. L'étude susvisée a été transmise à l'Inspection le 15/10/2024. Il ressort de l'examen de cette étude, et de la présentation faite par l'exploitant en salle, les remarques et questions suivantes : a) Sur l'annexe 1 de l'étude (Evolution des moyens humains associés à la sécurité) : <ul style="list-style-type: none">• préciser pourquoi les investissements et frais opérationnels ont augmenté notablement en 2022 et 2023• préciser à quoi correspondent les investissements non mentionnés dans la partie "principaux investissements en 2023" (ces derniers couvrent moins de 2 M€ sur les 5 M€ affichés)• concernant les moyens humains alloués à la sécurité, préciser l'évolution, par département et par missions en termes d'effectifs entre 2019 et 2023, en distinguant bien le personnel organique des sous-traitants (seuls les organigrammes de ceux de la maintenance et de la prévention industrielle sont présentés). b) Sur annexe 2 de l'étude (Bilan pertes de confinement Totalenergies La Mède) : <ul style="list-style-type: none">• préciser la méthodologie retenue pour réaliser ce tableau, notamment pour renseigner les dernières colonnes (analyse causes profondes / Incidence sur cotation des événements initiateurs)

- Plusieurs évènements (06/04/20, 24/09/20, 20/10/22) sont rattachés dans l'étude à des défaillances matérielles. Ils semblent pourtant plus liés à des erreurs humaines (ou absence de procédures adaptées le cas échéant) ; il convient de re-catégoriser correctement tous les évènements
- Concernant les causes profondes, elles ne sont pas suffisamment développées pour comprendre leur origine ; par exemple, lorsqu'une défaillance humaine est mise en cause, s'agit-il d'un problème de procédure non adaptée, de sous-traitance, de formation, d'opération complexe....
- En lien avec la remarque ci-dessus, le niveau de détail des mesures correctives proposées n'est pas suffisamment détaillé. Leur calendrier de mise en œuvre effective ou prévisionnelle doit par ailleurs être renseigné pour chacune d'entre elle.

Par ailleurs, concernant le jointage et le serrage des équipements, l'exploitant précisera les règles actuelles, et la possibilité de généraliser à tous les équipements l'utilisation de clefs dynamométriques par exemple.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'étude remise le 15/10/2024, en lien avec la fiche de constat n°1 de l'inspection réalisée le 12/09/2023, doit être complétée sous 30 jours en intégrant les éléments mentionnés dans la partie "constats" ci-dessus, en intégrant par ailleurs les éléments présentés en salle lors de l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 30 jours

N° 2 : Prévention des accidents - Dispositif de conduite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 53

Thème(s) : Risques accidentels, Art 53 : salle de conduite

Prescription contrôlée :

Article 53 de l'arrêté du 4 octobre 2010 »

« Dispositif de conduite. »

« Lorsque la dérive des paramètres de conduite du ou des procédés de fabrication ou production est identifiée dans l'étude de dangers comme susceptible de donner lieu à un ou des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, le dispositif de conduite des installations est conçu de façon à ce que le personnel concerné ait connaissance des dérives des paramètres de conduite par rapport aux conditions normales d'exploitation.

« Pour les installations concernées, sans préjudice des impératifs de protection de personnes, les salles de contrôle des installations ainsi que les dispositifs de conduite et de traitement des données sont protégés contre les effets des accidents identifiés dans l'étude de dangers susceptibles de les impacter, de manière à garantir leur caractère opérationnel et lorsqu'elles sont nécessaires à la mise en sécurité des installations.

Pour les installations régulièrement mises en service ou dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1er juillet 2027.

Constats :

Il a été constaté à l'occasion de plusieurs inspections réalisées depuis 2021 le dysfonctionnement du système de verrouillage des portes du SAS donnant accès au bâtiment de la salle de contrôle, ne permettant plus de garantir la protection du personnel et les dispositifs de conduite et de mise en sécurité des installations contre l'ensemble des effets d'accidents majeurs susceptibles de les impacter.

Dans son courrier de réponse du 18/07/23 faisant suite à une inspection du 17/04/23, l'exploitant s'était engagé à changer les portes du SAS d'ici le 31/12/23. Ce délai a fait l'objet de demandes de report de TERF, suite à des difficultés rencontrées avec le fournisseur des portes déjà installées à l'époque. Leur installation devait être finalisée le 18/10/24 (soit le jour de l'inspection).

L'inspection sur site a permis de constater que les 3 portes (accès bureaux et accès unités) avaient bien été remplacées par des portes neuves, raccordées électriquement. Il a par ailleurs été vérifié qu'elles se refermaient bien de façon autonome, pour 2 des 3 portes (la 3ème étant neutralisée, la vérification sur cette dernière n'a pu être menée).

Néanmoins, les travaux pour finaliser le jointement autour des cadres des portes et leur fonctionnement en mode "SAS" (ouverture possible de la 2^e porte lorsque la 1^{re} est fermée) étaient en cours lors de l'inspection, et devaient encore être finalisés dans les jours à venir.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant adressera à la DREAL sous 30 jours tous les documents (photo, réception des travaux..) permettant de justifier de la finalisation des travaux susvisés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 30 jours